



ENTRE DOS MUNDOS

« Cuanto menos se lee, mas
daño hace lo que se lee. »

Miguel de Unamuno

EDITORIAL

¿INMIGRANTES HABÉIS OÍDO HABLAR DE VACACIONES?

(LES IMMIGRANTS, ONT-ILS ENTENDU PARLER DE VACANCES ?)



MIRNA QUISBERT
REDACTORA JEFE

Todos responderán afirmativamente, es evidente, haber oído hablar de vacaciones pero no todos han podido disfrutar de unas verdaderas vacaciones a lo largo de su vida. Las vacaciones son una época muy apreciada en todo el mundo o en casi todo el mundo. Verano, es una palabra asociada a la playa, al regreso al pueblo donde vive la familia y a las pequeñas escapadas culturales, actividades de ocio, montaña, campo, etc. Pero, ¿en el resto de países? ¿Comparten otras culturas la afición al descanso estival? ¿Los inmigrantes del mundo van a disfrutar de sus vacaciones o tienen otros planes?

Mientras los ciudadanos de la Unión Europea a pesar de la crisis siguen planeando y disfrutando de sus vacaciones solos o acompañados de sus familias, los inmigrantes latinoamericanos lo tienen bien claro, aprovechan estas fechas para trabajar, si fuera posible, a tiempo completo. Buscar un trabajo extra o cobrar sus vacaciones para ahorrar el dinero. Otros, con más suerte, pueden aprovechar el verano con sus jefes, quienes los llevan consigo donde viajan, aunque aquello no se puede comparar con unas vacaciones de verdad. Las únicas vacaciones que posiblemente puede tener un inmigrante y las más preferidas, siempre tienen su país como destino para ver a su familia. El problema es que sólo el billete de avión se lleva gran parte de sus ahorros. Volar a Bolivia o Ecuador cuesta alrededor de 1.500 euros y a Rumanía, cerca de

600.

Para otro grupo de inmigrantes solicitantes de asilo su principal preocupación no es precisamente quedarse sin veranear, la nueva normativa aprobada en el Parlamento Europeo, un sistema común para los demandantes de asilo en cualquier frontera de la Unión Europea, y una normativa más estricta para restablecer los controles, un nuevo código de fronteras para el área Schengen, están como principal elemento de preocupación.

En Suiza es también preocupante la modificación a la Ley de Asilo, que incluye: la creación de centros de alojamiento para los solicitantes de asilo en el país a cargo del Estado Federal y no de los cantones, y acelerar el proceso de decisión para el otorgamiento o rechazo del asilo, (generalmente la solicitudes son rechazadas), ahora no se podrán depositar demandas de asilo en las Embajadas Suizas en el exterior, etc.

Todas estas cuestiones junto a la falta de recursos económicos rondan en los cerebros de los inmigrantes preocupados por su situación en este mundo que se esta volviendo cada vez mas insensible al sufrimiento humano y no les queda mas que seguir trabajando para que esa clase privilegiada disfrute de sus vacaciones.

Verano no siempre significa vacaciones, algunos ni siquiera saben « qué significa la palabra vacaciones ».

EN ESTE NÚMERO / DANS CE NUMÉRO

EDITORIAL **1**
¿INMIGRANTES HABÉIS OÍDO HABLAR DE VACACIONES?

OPINION **1**
LES MOTS FRAGILES DES « PASSANTS »

POLITIQUE **2 - 3**
RETOUR SUR LA NOUVELLE LOI SUR L'ASILE
Entretien avec **Laurent Leisi**

SOCIEDAD **4**
TITULO

EXPRESIONES LIBRES **5**
TITULO

À LA UNE **6 - 7**
UNE JOURNÉE À LA RÉDACTION DU QUOTIDIEN LE COURRIER
Entretien avec **Benito Perez**

TÉMOIGNAGE **8**
ÊTRE PASSANT À L'ESPACE SOLIDAIRE PÂQUIS

SOCIOLOGIA **9**
TITULO

ECONOMÍA DOMESTICA **10 - 11**

A TOMAR EN CUENTA **12**

OPINION

LES MOTS FRAGILES DES « PASSANTS »

DELPHINE LUCHETTA

Seules les personnes qui ont fait l'expérience, peuvent réellement dire ce que signifie immigrer dans un pays étranger. D'autant quand le voyage et le séjour ne se présentent sous les meilleures auspices. Voilà pourquoi nous nous efforçons dans ces pages d'offrir une tribune libre aux « passants » les plus motivés que nous cotoyons à l'Espace Solidaire Pâquis ou ailleurs, afin qu'ils rédigent des compositions

de leur propre main. Faire éditer ces textes n'est pourtant pas toujours chose simple. Nous autres de la rédaction de Entre Dos Mundos devons fournir un cadre suffisant et prendre beaucoup sur nous-mêmes afin que les choses se passent. Il y a d'abord la barrière de la langue et parfois aussi le soudain manque de disponibilité de ces auteurs de passage, surtout lorsqu'ils sont en situation précaire, comme lors de la recherche d'un emploi ou d'un domicile par exemple.

Mais l'aspect le plus problématique de ce type de collaboration se révèle parfois dans de simples détails. Un contact manqué, une connection internet défectueuse, et c'est en effet la catastrophe. Le texte prévu ne peut être transmis, il faut reporter sa parution voire

l'abandonner. Fort heureusement, avec un peu de bonne volonté, tout finit presque toujours par bien se terminer.

On ne peut que se rendre à l'évidence, n'est pas rédacteur qui veut. Le travail répond à des exigences logistiques et techniques auxquelles on ne peut se soustraire. Il demande également de se cultiver, d'être en bonne santé et de disposer de quelques moyens matériels, même modestes, ce qui n'est pas à la portée de tous. Certains ont choisi d'en faire leur métier et d'être rémunérés pour cela. C'est le cas de l'équipe du quotidien genevois Le Courrier, que nous avons rencontrée et à qui nous consacrons les articles en une du présent numéro. Bonne lecture !

RETOUR SUR LA NOUVELLE LOI SUR L'ASILE

DELPHINE LUCHETTA

78 % des votants ont avalisé la dixième révision de la loi sur l'asile, infligeant ainsi une défaite sévère aux référendaires et associations de défense des requérants. Ceci était prévisible, toutefois pas dans de telles proportions. En effet, le oui n'a pas seulement fédéré les cantons alémaniques comme l'on s'y attendait, il a rassemblé toutes les régions, sans exception, un phénomène suffisamment rare pour le souligner. Accuser les différents pouvoirs de manipuler l'opinion parce qu'ils sont sortis gagnants de ces votations, est tentant. Mais peut-être serait-il le moment de quitter l'arène politique pour se confronter un peu aux « vrais gens », c'est-à-dire aux électeurs et considérer enfin leurs décisions comme des choix authentiques et non pas influencés.

Cela fait trente ans que le Conseil fédéral soumet des règles de plus en plus dures à l'égard des demandeurs d'asile et que la plupart des Suisses adhèrent à ses décisions. Beaucoup voit ici l'empreinte « blochéenne » de l'UDC, le parti de droite radicale, qui a d'une certaine façon redonné le goût du vote à la population. Encourager à prendre part au processus politique donne l'impression aux gens qu'ils peuvent exercer un réel contrôle sur les événements et les flux migratoires en l'oc-

currence. Seulement voilà. De tels phénomènes non seulement les dépassent mais sortent du cadre purement helvétique. Les décisions sont bloquées par des facteurs relevant du droit juridique européen et international, des conventions avec d'autres pays. Nombreux sont pourtant les électeurs qui devinent que se rendre aux urnes n'est qu'un pis-aller, mais ils persèverent à le faire, sans doute moins par mauvaise conscience, que par peur d'avoir à remettre en question tout le système.

Certes, de plus en plus de personnes venues d'ailleurs, circulent et vivent sur le territoire, attendant de recevoir l'asile. Il faudrait être aveugle pour ne pas reconnaître que la cohabitation est rendue parfois difficile. Les revenus baissent, les écoles et universités sont pleines, les logements et les places de travail se font rares. Compétitivité, agressivité et amalgame sont inévitables. On peut comprendre le ras-le-bol. L'ennui est que la critique fuse, mais personne ne se donne vraiment la peine d'aller vérifier, d'aller chercher la vérité. C'est ainsi que l'on entend certaines personnes en appeler au désengagement des états vis-à-vis de leurs obligations. Que l'on ferme donc les frontières. Que l'on renvoie les délinquants manu militari. Fini le travail, le logement, le regroupement familial. Fini l'assistance pour les sans-papiers. Les Suisses en ont assez de se sentir chez eux moins bien considérés que les étrangers. Les Suisses en ont assez que les services sociaux soient exploités comme des vaches à lait par les profiteurs. Il n'y a plus de place. Il n'y a pas de raison pour que le pays endosse tous les problèmes du monde.

Quoique imparable, ce dernier argument n'en reste pas moins ambivalent. Surtout pour une ville comme Genève, frontière de l'Union Européenne, refuge de l'ONU, du HCR, du CICR, des fortunes et entreprises internationales. L'histoire et l'économie même de cette cité se sont constituées grâce à la main d'œuvre et aux savoirs étrangers, ainsi que sur les volontés des puissances extérieures. Alors question: allons-nous supporter longtemps le terrible paradoxe de vouloir nous replier sur nous-mêmes, tout en profitant des effets du mondialisme ? Rien n'est moins sûr.



Isoloirs de vote | © Keystone

Entretien avec **Laurent Leisi**, conseiller municipal **MCG (Mouvement Citoyens Genevois)** et membre de la Commission des naturalisations de Genève

PAR DELPHINE LUCHETTA

Le fait de donner la parole à un représentant de la droite dite dure peut étonner dans un journal concerné par essence par la cause des étrangers. Or, parce que nous ne pensons pas que les fervents partisans du oui à la nouvelle loi sur l'asile soient nécessairement xénophobes, nous avons cherché à entendre leurs idées, loin des récents débats politiques officiels, qui, il faut le dire, se sont révélés plutôt confus. Car si il est bien une chose que ce dernier référendum aura démontré, c'est qu'il devient de moins en moins évident de se fier aux clivages tradi-

tionnels. On peut en effet être socialiste comme Simonetta Sommaruga et soutenir une réforme opposée aux valeurs de son clan. On peut aussi être patriote et prendre position en faveur des peuples syrien et grec, comme le montre Laurent Leisi, conseiller municipal du parti populiste Mouvement Citoyens Genevois, que nous avons questionné au lendemain des votations fédérales du 9 juin.

ENTRE DOS MUNDOS: Vous avez soutenu cette dixième révision de la loi sur l'asile. Que peut-elle apporter, sachant que les précédentes n'ont eu guère d'effet sur les abus et l'afflux des requérants ?

LAURENT LEISI: Je ne connais pas le détail des révisions
(Suite page 3)

(Suite de la page 2)

précédentes. Dans le cas de celle-ci, certains changements sont fondamentaux, entre autre le délai de traitement. Il était en effet inhumain de faire espérer et attendre durant deux ans les candidats à l'asile. D'autant qu'infiniment peu sont finalement acceptés. La très grande majorité des demandeurs s'appuient sur des motifs strictement économiques, une partie étant même gangrenée par des réseaux criminels organisés qui se servent de l'opportunité de résidence temporaire en Suisse pour étendre leurs marchés. Les statistiques de police sont assez éloquentes sur le nombre de candidats se livrant au trafic de drogues. En conséquence, il ne sera plus rentable pour les réseaux mafieux d'envoyer des petites mains en Suisse. Et pour ce qui est des candidats économiques, la rapidité de procédure en dissuadera beaucoup ou les incitera à déposer rapidement une nouvelle demande dans un autre état. Cela nous permettra surtout de garantir de manière respectueuse et effective, l'asile aux authentiques réfugiés qui risquent leur vie dans leur pays d'origine, et c'est bien là, le rôle que la Suisse se doit de jouer. L'afflux excessif de requérants mettrait en danger le bon déroulement des opérations et le respect dû aux demandes justifiées.

E2M: Vous faites partie de la commission chargée d'auditionner les candidats à la naturalisation à Genève. Qui sont les étrangers qui se présentent et comment se déroulent les entretiens ?

L.L.: Je suis commissaire à la naturalisation depuis ce mois de juin, dans un groupe qui change chaque année. Je suis très enthousiasmé par cette responsabilité car j'attache beaucoup d'importance à cet acte engagé qu'est la demande de citoyenneté. Elle est profondément honorable, elle est la preuve d'une volonté d'identification et d'attachement à notre patrie. Sans vouloir entrer dans les détails qui sont confidentiels, la grande majorité des candidats à la naturalisation sont des gens intégrés et respectueux de nos mœurs et coutumes qu'ils ont acquis depuis longtemps, voire depuis la naissance. Beaucoup considèrent cet acte de foi comme une reconnaissance d'appartenance. Ils éprouvent une certaine fierté de pouvoir s'identifier à la communauté helvétique.

E2M: Vous alertez régulièrement des dangers du multiculturalisme et du libre échange, deux valeurs défendues par la grande majorité des médias et des intellectuels occidentaux, car vous y voyez une idéologie totalitaire, qui, loin d'être humaniste, ne tolère aucune contestation et ne sert que les élites...

L.L.: Le multiculturalisme forcé est un échec total. Un simple sens de l'observation suffira pour ériger ce fait en évidence. Partout où la société cosmopolite a été imposée, la réaction naturelle et inéluctable est une communautarisation des différentes populations. J'invite le lecteur à cette simple réflexion: « On ne respecte que ce qu'on estime ».

E2M: Que dire sur la politique d'immigration du canton, en tant que place financière, zone frontière et ville onusienne ?

L.L.: Genève est une ville devenue cosmopolite. De ce fait, elle perd une certaine identification nationale et voit poindre des semblants de mouvements communautaires. Sa politique d'immigration est soumise au droit fédéral, et tant bien que mal, notre ville tente de s'y conformer, avec les excès et abus qu'imposent indirectement sa position de ville frontière. Ceci d'autant plus dans un pays où la monnaie et le coût de la vie sont notablement différents. L'équilibre est donc particulièrement bouleversé. Les vases communicants ne réagissant pas sur les mêmes éléments. Il y a de très nombreuses situations d'injustices, au-

tant de ce côté-ci de la frontière que du côté de la France. La spécificité genevoise n'étant pas particulièrement relevée par les lois fédérales, il est fort difficile pour les pouvoirs politiques de la région de réguler l'ensemble de ces flux, qui malheureusement déstabilisent l'ensemble du système.

E2M: Vous craignez finalement que les pays, et pas uniquement la Suisse, perdent leur souveraineté nationale et populaire face au mondialisme. Ne pensez-vous pas dé fendre une utopie ?

L.L.: Non ! La plupart ne l'ont pas encore compris, mais le combat planifié depuis fort longtemps par une élite oligarchique et financière, se situe entre une vision d'un monde global, dés-identifié et lentement acculturé, et une vision de cohésion des cultures et des identités enracinées, qu'elles soient nationales ou même continentales. J'oppose en effet une diversité humaine conséquente de la multitude de nations, de cultures et de racines, à l'aseptisation d'un monde monocole où toutes les diversités et identités ont disparu. Le terroir et ses spécificités contre Coca-Cola et Monsanto en somme ! Cette citation de Jacques Attali [économiste français régulièrement consulté par les médias, également proche du gouvernement de Hollande et feu Mitterand, ndr] image fort bien la situation: « *Les nations de demain devront être perçues comme de simples hôtels de passage* ». En clair, les nations devront toutes être conformes à un standard, à la même nourriture, aux mêmes horaires, aux mêmes habits et aux mêmes mœurs. C'est pour moi un véritable génocide de la diversité. Combien d'ethnies ont disparu de la surface de la Terre ces cinquante dernières années ? Je ne les dénombre malheureusement plus. Cette situation est effroyable. Nous tentons tant bien que mal de sauver les animaux en voie de disparition, ce qui est bien entendu fort honorable, mais sur l'autel du veau d'or, du tout marchandable et consommable des mondialistes, nous détruisons des civilisations entières. C'est un génocide culturel, ethnique, identitaire. Une perte inestimable pour l'humanité !

« En clair, les nations devront être conformes à un standard, à la même nourriture, aux mêmes horaires, aux mêmes habits et aux mêmes mœurs. C'est pour moi un véritable génocide de la diversité. »



En haut au centre, Laurent Leisi depuis le Conseil Municipal à Genève | © Demir Sönmez

VIOLENCIA DOMESTICA

MIRNA QUISBERT

Se dice que Suiza es el paraíso. Pero en un paraíso no existe la **violencia de género**. Lo peor de todo, es que es un problema ignorado. Por eso, para las personas que llegan desde países como España, o en aquellos Estados en que la sociedad ha declarado la guerra a esta lacra, resulta increíble analizando a la Confederación Helvética la falta de noticias, datos o campañas en repudio contra la problemática.

La violencia doméstica provoca unas 25 muertes anuales en Suiza, según cálculos de los servicios de igualdad de género. En España a pesar de tener una ley que protege a las víctimas de violencia de género, en lo que va de año, es decir el primer semestre de 2013 ya son 27 las mujeres que perdieron la vida en manos de quien año tras año las amaron y juraron respetarlas en las buenas y en las malas.

La aprobación de la Ley Integral Contra la Violencia de Género supuso la primera norma que reconocía su especial vulnerabilidad y establecía el compromiso de garantizar su acceso a todos los recursos previstos para las víctimas, en pie de igualdad con el resto de las mujeres. Sin embargo, el informe "Más riesgos y menos protección: mujeres inmigrantes en España frente a la violencia de género", denuncia los obstáculos que encuentran estas mujeres a la hora de acceder a la justicia y a los recursos especializados necesa-

rios.

Las mujeres inmigrantes en España están sobre-expuestas al riesgo de sufrir violencia de género y a morir asesinadas a manos de su pareja o expareja. Así, la tasa de víctimas mortales por millón de mujeres es, para las extranjeras, mucho mayor que para las españolas.

Las europeas están mucho más seguras que las latinoamericanas cuando pasean por las calles de sus ciudades, pero no lo están tanto dentro del hogar. La media mundial y la europea de los 27 países que han hecho públicos estos datos está en seis asesinadas por cada millón de mujeres.

Debemos reconocer el maltrato y de quién viene. El agresor fabula, miente, proyecta, niega, minimiza,

ridiculiza, no hay una 'causa', el siempre percibe que ella es la culpable; es una persona que necesita la sumisión para autoafirmarse.

La violencia contra las mujeres es la violación de derechos humanos más extendida, oculta e impune, se manifiesta como el símbolo más brutal de la desigualdad existente en nuestra sociedad, uno de los ataques más flagrantes a derechos fundamentales como la libertad, igualdad, seguridad, la no discriminación y la vida

Ante esta violencia no se puede bajar la guardia, hay que identificarla a tiempo para proteger a las víctimas, casi siempre mujeres y niños. Informar y sensibilizar para erradicar, porque esta forma de violencia no conoce fronteras ni nacionalidades.



LISA PICOT

Una vez una profesora me dijo: “Si te vas a América Latina la vas a odiar o amar!” Ella tenía toda la razón, yo me enamoré de sus países, su gente, su comida, su música y sus tradiciones.

Pero para mucha gente, países como Colombia, son países de drogas, narcotráfico y guerrillas, entonces los “odian.” Pero en realidad esta imagen no ilustra la verdad porque Colombia es un país maravilloso y único. En Colombia se puede andar tranquilo por las calles, visitar diferentes ciudades y disfrutar de una variedad de comida y música. Cuando yo dije a mis padres que voy a estudiar en Colombia, en vez de estudiar en Chile, me preguntaron por qué y se quedaron muy preocupados porque tenían esta imagen negativa – de las drogas y de la guerrilla, lo típico y único que escuchamos y leemos en los periódicos y las noticias internacionales. Pero mi estancia allí cambió la imagen que tenían mis padres y muchos amigos ahora piensan diferente sobre aquel país.

Antes de describir mis experiencias y explicar porque Colombia es como una segunda patria para mí, voy a presentarme. Me llamo Lisa, soy alemana, terminé mi carrera de Estudios Latinoamericanos en el año 2011 en Alemania y tengo una afinidad por los países latinoamericanos desde mi estancia en Quito, Ecuador, en el año 2008, donde trabajé como voluntaria en un hospital en el sur de Quito. Ahora estudio un postgrado en Córdoba, España, que se llama **“Cultura de Paz: Conflictos, Educación y Derechos Humanos”** porque durante mi semestre en Bogotá me afectó mucho el conflicto colombiano.

A un lado aprendí mucho sobre la historia, la violencia, la política, los grupos armados y la situación actual en Colombia por una asignatura con el nombre “Conflicto y Paz en Colombia.” Al otro lado las conversaciones con amigos y compañeros de la universidad me mostraron la diferencia que existe en la sociedad y como ésta percibe el conflicto. Por ejemplo un amigo perdió parientes por el conflicto mientras otra compañera de la universidad dijo que para ella el conflicto no existe porque creció en Bogotá, pertenece a una familia rica y sabe del conflicto sólo lo que publican en las noticias o los periódicos – muchas veces una opinión orientada a la política e influida por la misma, así que ni crítica ni indigna los sucesos reales. Por ésta y otras experiencias decidí estudiar el postgrado en Córdoba para profundizar mi conocimiento teórico y tener la posibilidad de gestionar y transformar el conflicto colombiano junto con la sociedad colombiana.

Porque debemos aprovechar de la diversidad que ofrece Colombia que es un país con muchos recursos, gente muy amable, alegre y comedida, una naturaleza increíble y maravillosa y una comida y música sensacional. Por eso tanto las negociaciones actuales entre las FARC y el gobierno colombiano en Cuba como la participación activa de la sociedad en el proceso de paz y la búsqueda de la verdad como la publicación de buenas noticias que atraen a extranjeros para cambiar la imagen del país son importantes para promover la situación económica, política y

social del país. Debemos empezar ver las cosas más en gris que sólo en blanco y negro para aprovechar de la diversidad cultural y lingüística que ofrecen los países latinoamericanos, porque no sólo Colombia es un país maravilloso y recomendable para visitar, sino también países como Perú, Ecuador, Bolivia, México, Cuba o si vamos a otro continente la India.

Mi recomendación es: leer mucho, tanto revistas, noticias como libros y artículos, para formar un punto de vista crítico de los países y visitar los países sin lo menos prejuicios que posible para formar su propia opinión sobre los países, sus tradiciones y sus culturas y para aprovechar personalmente de esta diversidad única que cada vez me da mucha fuerza cuando vuelvo de un viaje, trabajo o estudios de estos países.

Aunque muchas personas de estos países viven en pobreza, no pueden pagar el seguro o que no cada hospital puede ingresar cada paciente porque no dispone del equipo adecuado la gente es feliz. Dos ejemplos para explicar esta frase:

1. En una noche de guardia en la emergencia, cuando yo trabajé en el hospital en Quito, teníamos que mandar fuera a una persona que se cortó el dedo porque no teníamos el material adecuado para operarle.
2. Muchas veces cuando yo salí del hospital encontré a pacientes que me dieron un abrazo y me regalaron algo dulce para agradecerse por el tratamiento.

Aunque ocurren estas cosas en estos países, su gente me parece más feliz y alegre que nosotros –los europeos– tal vez porque estos países todavía disfrutan de una naturalidad, tranquilidad, naturaleza, paciencia y alegría que perdimos en Europa porque pensamos demasiado en el beneficio personal y el éxito profesional. Debemos volver a nuestras raíces y no sólo reclamar que estos países se desarrollan sino que nosotros también aprendemos de los países para decir en algún momento: El riesgo es que te quieras quedar – un refrán colombiano.



UNE JOURNÉE À LA RÉDACTION DU QUOTIDIEN LE COURRIER

Proche des milieux associatifs, Le Courier consacre régulièrement des articles à l'Espace Solidaire Pâquis. Il était donc normal que Entre Dos Mundos lui rende hommage. Le quotidien genevois, âgé de près d'un siècle et demi, représente en effet pour beaucoup une véritable institution et le dépositaire de certaines valeurs fondamentales du journalisme. Un exemple dont nous avons beaucoup appris, après seulement quelques heures d'observation privilégiées au sein de la rédaction.

JEAN-BAPTISTE LASSERRE

Le mardi 11 juin 2013, Pablo Cruz Durán, Delphine Luchetta et moi-même sommes sortis faire une journée d'observation au journal Le Courier. Cette journée d'observation m'a permis de voir comment on publie un quotidien.

Tout d'abord, je tiens à remercier l'équipe du Courier d'avoir pris cette journée pour nous guider dans leurs locaux, afin de nous montrer les différentes rubriques du journal. La première chose qui m'interpelle, c'est que chacun a son poste. Je veux dire par là que le photographe n'ira pas écrire un article et vice versa.

Nous commençons la journée par une petite réunion où nous nous présentons afin qu'ils sachent qui nous sommes et de quoi parle notre journal. Juste après cela, nous observons attentivement leur réunion du matin. Cette réunion d'environ 45 minutes est en partie faite pour organiser la journée. Vient la lecture du journal sorti la veille, par Christiane Pasteur, l'une des trois rédacteurs en chef, pour relancer certains sujets, faire une critique. Ensuite Rashad Armanios (corédacteur en chef), nous a fait monter à l'étage afin de nous montrer les bureaux et de nous présenter les différentes personnes qui travaillent au sein du journal. Nous avons notamment rencontré Corinne Aublanc (journaliste RP), Benito Perez (corédacteur en chef) et Jean-Patrick di Silvestro (photographe).

Nous avons discuté avec ces personnes pour nous rendre compte de leur travail, ce qui était très intéressant et enrichissant. Suite à ces échanges, nous avons pris et gardé contact avec certains journalistes pour pouvoir maintenir des liens professionnels à l'avenir.

En début d'après-midi, nous avons rencontré les graphistes et les polygraphes. Ils nous ont montré comment ils travaillaient, avec quels appareils, quels programmes et autres. Nous avons également vu qu'ils étaient connectés à un serveur d'informations en continu, fournies par l'agence nationale suisse ATS, pour être à la page et à la minute près, si quelque chose d'important est annoncé. Ceci m'a étonné, car étant étudiant en graphisme, je n'aurais jamais imaginé qu'un graphiste aille chercher des informations.

Malheureusement la fin de la journée est arrivé à grand pas. Nous aurions voulu voir comment se passe la partie d'impression du journal, mais cette partie se fait le soir, donc nous irons peut-être prochainement passer une soirée à regarder comment se passe cette partie d'impression. Nous aurions voulu rester encore plus de temps, histoire d'en connaître plus, mais tout le monde était très occupé à écrire, à téléphoner, et certaines personnes étaient parties en interview. Dommage car j'ai vraiment apprécié cette petite journée de formation...



Ici à peine caricaturé par le dessinateur Eric Lecoultré, le bureau commun de Rachad Armanios, Benito Perez et Christiane Pasteur, le trio de corédacteurs en chef. Quel cheni là-dedans ! | © Le Courier

145 ANS DE PRESSE ÉCRITE ENGAGÉE

DELPHINE LUCHETTA

A en juger par l'apparente décontraction qui règne dans les locaux de la rédaction à la Jonction, il est difficile d'imaginer que **Le Courier** a failli déposer définitivement le bilan, il y a quelques années. Et pourtant. Dans le monde de la presse écrite genevoise, où la diffusion de l'information est dominée comme partout ailleurs par les téléphones mobiles « intelligents », les tablettes et les journaux gratuits, le quotidien fait figure de résistant et de véritable survivant.

Son histoire débute un 5 janvier 1868 à Genève. Alors sous-titré **Feuille religieuse et nationale**, le journal se présente sous la forme d'un hebdomadaire dominical, conçu pour défendre les catholiques dans un canton protestant, en plein conflit confessionnel. Suite à la séparation de l'Église et de l'État en 1907, les querelles de chapelle s'apaisent et le journal perd momentanément de son utilité. Il connaît cependant un nouvel essor, quelques vingt ans plus tard, avec la montée du syndicalisme chrétien dont il se fait le porte-parole. C'est à ce moment que le journal pose les premiers jalons de la ligne éditoriale, qui va le caractériser jusqu'à nos jours: une vocation et un engagement humaniste pour les causes sociales.

Dès les années 70, **Le Courier** revendique de plus en plus son autonomie. Il s'associe avec le « cousin » fribourgeois **La Liberté** pour ses rubriques suisse, internationale et économique, et prend de la distance vis-à-vis de l'Église catholique, bien que cette dernière continue de lui fournir ses moyens de subsistance. La rupture avec l'institution religieuse est définitivement consommée en 1996. Le quotidien devient dès lors le partenaire privilégié des milieux alternatifs et accompagne les divers mouvements citoyens qui s'opposent à la globalisation marchande. Il développe par ailleurs des collaborations avec ceux qui partagent ses préoccupations comme **Le Monde Diplomatique** ou **Il Manifesto**.

Affranchi des grands groupes de presse tels que Ringier ou Tamedia, et tiré à près de 8'000 exemplaires, **Le Courier** est aujourd'hui le seul journal à être édité à Genève. Bien qu'il soit en proie à des difficultés financières chroniques, il assume le fait de ne vivre, non pas ses revenus publicitaires, au demeurant assez faibles, mais de ses abonnements et des dons de souscription de son lectorat. Il a aussi l'ambition de continuer à grandir et surtout de demeurer dans sa forme quotidienne généraliste, sans céder à la tentation de se spécialiser. Rester soi-même, c'est peut-être ça être engagé de nos jours...

Entretien avec **Benito Perez**, corédacteur en chef dans **Le Courier** et responsable de la rubrique **Solidarité**

PAR DELPHINE LUCHETTA ET JEAN-BAPTISTE LASSERRE

Deux semaines après notre journée d'observation, nous avons tenté de passer à l'improvisiste pour un tête-à-tête avec Benito Perez, afin d'évoquer entre autre son partenariat avec des collaborateurs du monde entier. Nous avons eu de la chance. Quand nous l'avons croisé, il sortait d'une longue séance de rédaction. Il nous a dit avoir encore beaucoup de travail mais qu'il était prêt à nous accorder vingt minutes. L'entretien en durera finalement quarante. Merci !

ENTRE DOS MUNDOS: Pourriez-vous nous décrire le concept de la rubrique Solidarité ?

BENITO PEREZ: C'est une rubrique qui a maintenant plus de 15 ans et qui est née d'un constat. Les pays qu'on appelle du sud, du tiers-monde, de la périphérie ou émergents, sont très peu représentés dans les médias occidentaux et suisses notamment. Leur vision du monde est Berlin Washington Londres Paris, sauf en cas de catastrophe ou de famine. C'est comme si le reste de la planète n'existait pas, alors que ça représente la majorité de la population mondiale. Notre journal s'est donné la mission d'offrir la parole à des personnes défavorisées, les plus humbles. La rubrique Solidarité est née également d'un partenariat avec la Fédération Genevoise de Coopération (FEDERESO, ndlr) qui regroupe une soixantaine d'ONG faisant, soit de l'aide humanitaire ou de l'aide au développement, soit de l'information sur ce qu'il se passe dans certains pays. Cette fédération nous verse 50'000 CHF par an, ce qui nous permet de financer environ un quart de la rubrique. Le reste est financé par le Courier. Les articles sont orientés selon deux axes. Le premier est l'aide au développement et le second, qui prend de plus en plus importance, est comment les pays eux-mêmes cherchent leur voie alternative pour se développer.

E2M: Nous pensions que vous faisiez simplement appel à des journalistes dans des rédactions étrangères...

B.P.: Non. Nous travaillons essentiellement grâce aux venues à Genève de délégués d'autres pays, parce que Genève est une ville internationale. Ils viennent pour donner des conférences et cela nous donne toute une matière pour relayer leur parole ou leur lutte. Nous donnons aussi la possibilité à des journalistes indépendants, qui vont dans les pays du sud ou qui sont des pays du sud, de publier dans un journal du nord. Pour donner un exemple, aujourd'hui je suis en train de travailler sur l'interview d'une juge uruguayenne qui s'occupe de droits humains et qui était de passage ici.

E2M: Le Courier est également le

relai de bons nombres d'associations locales, à vocation culturelle, politique ou altermondialiste...

B.P.: Le Courier est un projet associatif. En tant que média, nous sommes édités par une association qui est elle-même l'émanation de plusieurs autres associations. Donc on est complètement ancré dans le milieu associatif, dans l'expression justement d'une autre société alternative à la société marchande. On est un journal à but non lucratif. Si on fait du bénéfique, on le reverse immédiatement au développement du journal. Et puis les salaires sont équitables. On propose une autre façon de penser la presse, l'information. Du coup, cette interaction avec les milieux alternatifs nous est naturel. C'est notre bassin, c'est notre environnement.

« Je ne sais pas exactement ce qu'est la normalité. Je peux dire par contre quelle est la grande masse des médias actuels et quelle est leur approche de ce métier. Ce sont avant tout des entreprises commerciales avec un but de profit, chose que nous ne sommes pas. »

E2M: Votre slogan dit que vous faites « l'essentiel autrement ». Or pour nous, vous faites l'essentiel tout à fait normalement. Ce sont les autres journaux qui ne sont pas normaux. Qu'en pensez-vous ?

B. P.: (rires) Je ne sais pas exactement ce qu'est la normalité. Je peux dire par contre quelle est la grande masse des médias actuels et quelle est leur approche de ce métier. Ce sont avant tout des entreprises commerciales avec un but de profit, chose que nous ne sommes pas. Historiquement, les médias ont deux racines. Le média partisan, ce qu'était le Courier au départ, où on a un parti politique, une association, un courant de pensées et on va défendre ses opinions, ses valeurs, voire ses intérêts particuliers. L'autre type de média était plus développé pour faire de l'argent mais il était quand même créé dans un souci de déontologie du droit à l'information, une sorte de mission de la presse. C'était lié avec le libéralisme politique. Les journaux incarnaient une garantie de démocratie dans une société

en pleine découverte de la démocratie. Le premier type de média s'est beaucoup affaibli tandis que le second s'est beaucoup développé pour devenir très puissant. C'est devenu ce que l'on connaît aujourd'hui, les grands médias « mainstream ». Nous sommes un peu entre les deux. Nous traiterons des sujets qui ne sont pas vendeurs, comme le social, mais nous les traiterons de manière la plus objective possible. Ce qui nous amène à essayer de séparer le fait du commentaire, ce que font de moins en moins la plupart des autres médias. Nous allons défendre nos idées dans nos éditoriaux, dans le choix des sujets mais par contre pour le traitement des sujets, nous en restons aux faits. On se rattache à ces anciennes traditions de journaux d'opinion et à la fois à celles

des journaux libéraux, et en même nous essayons une troisième voie, la nôtre, qui est plus expérimentale, parce que nous sommes au XXIe siècle.

E2M: La transition est parfaite. Comment vous situez-vous justement par rapport à des magazines comme XXI, qui propose une façon sensiblement nouvelle de faire du journalisme ?

B. P.: Le fait qu'internet se développe permet à des publications à moindre frais de paraître. Il y a en effet aujourd'hui un problème de coût. Les gens ont perdu le sens du prix de l'information et de la presse. Chercher de l'information a un prix. Après des années et des années d'idéologie où tout était financé par la publicité, la valeur des choses s'est perdue. Pour essayer de reconquérir ces gens, on va tenter de façon très militante, de convaincre par de la qualité de contenu, par du travail graphique, de faire payer le vrai prix. C'est le cas de XXI et c'est très bien, mais c'est une presse ghetto. Notre réflexion est qu'il faut conserver des médias plus accessibles, plus proches du grand public.

ÊTRE PASSANT AU TEMPLE DES PÂQUIS

Entretien avec **un anonyme** qui séjourne et travaille au noir à Genève depuis bientôt 2 ans. Il n'a pas souhaité donner son identité, car il vit dans l'illégalité et craint d'être dénoncé.

PROPOS RECUEILLIS PAR JEAN-BAPTISTE LASSERRE

ENTRE DOS MUNDOS: Depuis quand êtes-vous à Genève ?

ANONYME: Je suis à Genève depuis 2 ans.

E2M: Depuis combien de temps connaissez-vous le Temple des Pâquis ?

ANONYME: Je connais le Temple depuis un an. J'ai un ami qui m'en a souvent parlé. Il vient souvent au Temple pour demander conseil. Mais moi je n'ai jamais osé venir avant le début de l'année 2013, car je suis sans-papiers et j'avais peur d'être dénoncé. Je fais peu confiance aux institutions suisses. Avant, je pensais que le Temple pouvait nous dénoncer nous les sans-papiers. En début d'année 2013, j'ai été jeté dehors de mon appartement que je sous-louais et j'ai perdu mon travail au noir. Je ne savais pas à qui m'adresser. Vous savez, ici je n'ai pas de famille. J'ai des amis mais je ne leur fais pas confiance. Tout le monde peut nous trahir. On entend tellement d'histoires de quelqu'un qui a dénoncé un autre sans-papiers par jalousie ou parfois ils aident la police aussi. Donc je ne fais confiance en personne, c'est mieux. Mais là en janvier 2013, j'étais dans le besoin je n'avais plus de quoi me nourrir, j'avais besoin d'aide. Et mon ami a vu que je n'étais pas bien. Il a vu que j'allais mal, je n'ai pas voulu lui dire mon problème, mais il m'a dit que je devrais aller au Temple parler de mes problèmes et que si je ne voulais pas en parler, je pouvais au moins avoir un bon repas chaud.

E2M: Depuis combien de temps fréquentez-vous le Temple ?

ANONYME: Depuis janvier 2013, comme je vous ai dit avant.

E2M: Pourquoi fréquentez-vous le Temple ?

ANONYME: Parce que je me suis retrouvé à la rue. J'avais besoin d'aide, je n'avais plus de nourriture, plus de toit, et le Temple m'a aidé.

E2M: Vous sentez-vous bien en venant au Temple ?

ANONYME: Au départ, je n'avais pas

confiance comme je vous l'ai dit, j'avais peur d'être dénoncé à la police. Je suis venu ici en janvier 2013 pour pouvoir manger et j'ai observé les gens. J'ai vu qu'ils étaient bien, parlaient de leur problème, et je me suis dit que j'étais bête d'avoir pensé qu'on pouvait me dénoncer, car tous ces gens venaient au Temple et la plupart sont dans la même situation que moi, ils sont sans-papiers. J'ai vu qu'ils étaient bien au Temple et que cela leur apportait du réconfort. J'ai petit à petit pu parler de mes problèmes.

E2M: Que venez-vous chercher au Temple ?

ANONYME: Au départ, je venais chercher des repas, et puis ma situation s'est arrangée. Un ami m'héberge depuis février 2013. Je dirais que c'est grâce au Temple car j'ai osé parler de ma situation à des gens comme moi et un ami du Temple m'a offert son hospitalité. Je lui paie une partie du loyer mais je suis bien, je ne suis plus à la rue.

E2M: Est-ce que les activités proposées au Temple vous sont utiles ?

ANONYME: Je n'ai pas fait les activités proposées par le Temple. Mais les gens avec qui j'ai parlé oui. Ils disent qu'ils ont amélioré leur français et ils disent aussi que ça leur fait du bien d'avoir un lieu

pour eux.

E2M: Exercez-vous une activité proposée par le Temple ?

ANONYME: Non, car je travaille beaucoup. J'ai un travail au noir et je travaille beaucoup d'heures toute la semaine.

E2M: Si vous pourriez insérer une activité au Temple, laquelle mettriez-vous en place ?

ANONYME: Un séminaire sur les droits que nous avons, même les sans-papiers. Je pense que c'est bien pour les gens comme moi qui n'aiment pas les entretiens individuels. On serait nombreux dans ce cours et on pourrait poser des questions, prendre des notes et savoir nos droits.

E2M: Est-ce que le personnel du Temple est compétent ?

ANONYME: Oui, vous êtes compétent Monsieur le journaliste (rires). Je n'ai pas été demandé de l'aide au Temple pour mon logement, mes problèmes de sans-papiers car j'avais peur. Mais je suis venu pour manger et j'ai vu que le personnel est compétent, que les gens se sentent bien ici. Nous vous sommes reconnaissants pour tout ce que vous faites pour nous.



Le Temple des Pâquis et son jardin. Durant les beaux jours, il arrive souvent qu'on y installe des tables et des chaises longues | © Laurent Giraud

UNA EXPERIENCIA MARAVILLOSA

GIOVANNA FRANCO

“Fijate una meta, pregúntate a donde quieres llegar, y una vez que lo hayas definido lucha por eso”

Cómo recuerdo esas sabias palabras de mi padre, las cuales han marcado las decisiones que he tomado en mi vida y que me han ayudado enormemente para crecer tanto personal como profesionalmente.

Confieso que al principio no fue nada fácil definirlo, pero a raíz de que murió una cuñada, me hizo darme cuenta de lo que realmente quería y me gustaba hacer: ayudar a la gente mayor ya que mi cuñada era una persona mayor que necesitaba que la ayudaran pues tenía problemas para caminar y también tenía problemas de salud, y además me inspiraba mucho sentido de protección y ternura.

Ella fue la inspiración que me faltaba para decidirme de lo que realmente deseaba hacer en mi vida.

Así que busqué un curso para ayudar a la gente mayor y doy gracias a Batá por haberme dado esa oportunidad.

Fue un curso muy emotivo y además me sentía útil, ayudando a la gente mayor tanto en sus necesidades físicas como psicoló-

gicas.

En donde una sonrisa de ellos era para mí el alimento de mi alma, sentirlos agradecidos para mí era muy reconfortante, que a pesar de que a muchos no les entendía lo que decían bastaba con darles una sonrisa y tomarles sus manos entre las mías para que se sintieran importantes.

Algo muy bueno al terminar el curso fue que me quedó la satisfacción de que pude ayudar a la gente mayor y además de que hice buenas amistades con algunos compañeros del curso y además estamos formando una asociación de inmigrantes para continuar con la noble labor de ayudar a la persona mayor, esto es acudir a los domicilios y realizar la higiene y darles apoyo psicosocial.

Es una labor altruista que me llena de mucha alegría ya que con solo el hecho de saber que la gente se siente agradecida es para mí un motivo de orgullo y de satisfacción personal.

Septiembre, 2012



DEJAME

DEJAME PROBAR EL DULCE SABOR DE TUS LABIOS
RESPIRAR ESE AROMA QUE ES SOLO TUYO
ACARICIAR TU MANO Y PONERLA SOBRE LA MIA
Y SABER TODOS LOS DIAS QUE ME ENCUENTRO VIVA

DEJAME SER TU APOYO, EN EL LARGO VAIVEN DE LA VIDA
SER LA OTRA PARTE DE TU SER ESTAR CONTIGO EN TODO MOMENTO
Y BEBER DIA A DIA EL DULCE AROMA DE TU ALIENTO

DEJAME AMARTE COMO NADIE LO HA HECHO
SER EL COMPLEMENTO DE TU CUERPO
LA PIEZA DEL ROMPECABEZAS QUE TE FALTABA
PARA QUE SEPAS QUE CONMIGO NO TE FALTARA NADA

DEJAME SEGUIR TUS PASOS
LLENAR TUS HUELLAS CON MIS PIES
ACOMPAÑARTE SIEMPRE, DARTÉ MI MANO
Y QUE SEPAS QUE SIEMPRE ESTARE A TU LADO

DEJAME SER EL PAÑO DE TUS LAGRIMAS
EL HOMBRO DONDE PUEDAS APOYARTE
LA FUENTE DE AGUA DONDE PUEDAS CALMAR TU SED
Y LA COBIJA QUE TE RESGUARDE DEL FRIO

Y POR ULTIMO DEJAME DECIRTE QUE TUS OJOS REFLEJAN REALMENTE LO QUE ES EL AMOR
JAMAS HABIA VISTO UNA MIRADA TAN PURA Y TRANSPARENTE
CON UN CORAZON TAN GRANDE
COMO EL QUE ERES CAPAZ DE MOSTRARME.

GIOVANNA FRANCO
MEXICO
SEPTIEMBRE 2012

CONSEJOS PARA EL MANEJO DE LA ECONOMÍA PERSONAL Y FAMILIAR (SEGUNDA PARTE)

JOHNNY ALEXIS SANTANA FELIZ

Segunda parte.

En el artículo anterior hablábamos de las metas, enumeramos las metas a Corto Plazo y las metas a mediano plazo, ahora continuaremos con las metas a Largo Plazos.

Metas a Largo Plazo: Las metas de este tipo son aquellas en las que nos proponemos cosas que tienen una duración de 3 años en adelante, son proyectos que planificamos y decidimos con nuestra familia y por lo general cubren necesidades generales.

Para proponernos estas metas debemos definir con exactitud lo que queremos, ya que en nuestro presupuesto vamos a asignar una partida para esos fines. Una meta de esa naturaleza puede ser por ejemplo, una casa en un lugar determinado, una granja, un cambio de residencia para otro país, una inversión en una empresa, etc.

Como expusimos en el capítulo anterior sin metas no podemos administrarnos, por eso ya que abordamos este tema y estamos claros de que debemos tener una meta, ahora vamos a entrar en el terreno del control de los recursos que manejamos y tener una idea de cómo podemos distribuir estos recursos para poder lograr lo que nos proponemos según los ejemplos de las metas que enumeramos más arriba y en el artículo anterior.

Lo más importante es tener un balance de cuánto dinero entra a la casa, para poder hacer la mejor distribución de estos recursos.

Les informo que nadie gana tan poco que no pueda realizar estas estrategias, lo único es que en ocasiones hay que hacer algunos esfuerzos extras.

Estas son las cinco claves para hacer un presupuesto familiar:

1. Hacer una lista con los ingresos

En la primera columna del presupuesto hay que indicar cuáles son los ingresos familiares. Las entradas más importantes de dinero son, en general, la nómina o la pensión de la Seguridad Social, en el caso de los jubilados. Otros posibles ingresos son las pensiones alimenticias, los intereses de cuentas bancarias, las prestaciones por desempleo y los trabajos extras.

Hay varios tipos de ingresos netos:

. Ingresos profesionales: sueldos, pagas extras, bonus, propinas, indemnizaciones.

. Pensiones: jubilación, invalidez, viudedad, prestación por desempleo, pensión alimentaria.

. Ingresos financieros: intereses de cuentas y depósitos, dividendos, alquileres cobrados.

. Otros ingresos: subvenciones.

Las posibilidades para aumentar los ingresos pueden ser limitadas. Si la situación lo permite, se puede intentar negociar un aumento de sueldo, cambiar de trabajo o buscar un segundo empleo. Sin embargo, no es fácil aumentar los ingresos, por lo que lo habitual es intentar reducir los gastos para sanear la economía doméstica.

2. Evaluar los gastos

Los gastos son todas las salidas de dinero. Para saber realmente en qué situación se está, hay que incluir todos los gastos actuales, desde la vivienda hasta los pequeños desembolsos diarios. Y no se debe olvidar otros ocasionales como las vacaciones, los regalos de cumpleaños y las compras navideñas o las rebajas. Cuanta más información contenga el presupuesto, más válido es. Por ello, conviene recopilar los documentos necesarios: recibos de domiciliaciones, de compras, extractos de bancos, libretas, talones y facturas.

Si no se dispone de toda esta información, se pueden usar cantidades estimadas, lo más ajustadas a la realidad. Algunos meses se gasta más que otros (el gasto en comidas en diciembre no es el mismo que en febrero y se gasta más electricidad en enero que en mayo), por lo que la estimación debe ser un promedio calculado.

En muchos hogares, los ingresos mensuales son estables, pero los gastos varían. Unos meses se gasta menos y se consigue un pequeño superávit; otros meses los gastos son mayores que los ingresos y se recurre al superávit de meses anteriores para pagarlos. El problema surge cuando los gastos superan a los ingresos durante varios meses seguidos. Entonces se agotan los ahorros y hay que endeudarse para atender a los pagos.

Es aconsejable que los gastos no superen el 90% de los ingresos, para poder ahorrar, como mínimo, el 10% restante cada mes. Este 10% se puede destinar a reducir las deudas, a crear un fondo para emergencias o a acumular capital para hacer una adquisición importante y preparar la jubilación. Cuanto más se ahorra, más opciones se tienen de inversión y se dispone de más control sobre el futuro.

3. Reducir los gastos

Hasta lograr una situación financiera saneada, es de obligado cumplimiento recortar los gastos. En la segunda columna del presupuesto hay que registrar todos los gastos que se realizan cada mes y diferenciarlos según el tipo de desembolso. Conviene distinguir entre:

. Gastos fijos obligatorios: su importe no suele variar mucho mes a mes y no pueden dejarse de pagar. Entre ellos figuran la hipoteca o el alquiler de la vivienda, los gastos de comunidad o los préstamos bancarios. Si no se abonan al

banco en los plazos establecidos, se aplican gastos adicionales de demora y la cantidad que se paga y la deuda aumentan demasiado. Además, puede verse afectado el historial crediticio del deudor, con lo que se dificulta la obtención de crédito en el futuro. En el peor de los casos, si no se cumple con los pagos, se puede perder la vivienda, o afrontar juicios y demandas, con sus correspondientes costes.

. Gastos variables necesarios: son los suministros (agua, gas, electricidad, teléfono, etc.), la comida, la ropa o el transporte. Son gastos necesarios en la vida diaria, que se pueden reducir si se hace un consumo más moderado, como usar bombillas de bajo consumo, viajar en transporte público o bajar la temperatura de la calefacción algún grado.

. Gastos discrecionales: son todos los demás gastos que, en caso de necesidad, se podrían reducir o eliminar. Cuando hay que economizar, en general, es más fácil empezar con los gastos discrecionales. Aquí se incluyen las comidas fuera de casa, las actividades de ocio, la compra de discos y películas, el tabaco, etc.

4. Incluir a la familia

Es mejor implicar a la familia y conocer con detalle los gastos de cada uno de sus miembros para confeccionar un presupuesto útil. Para conseguir el objetivo y reducir gastos, todos tienen que colaborar.

5. Aplicar el nuevo presupuesto de acuerdo a los ajustes necesarios

La finalidad de un presupuesto es que los ingresos cubran todos los gastos, incluido el 10% destinado al ahorro mensual. Una vez identificados los recortes necesarios, hay que elaborar el presupuesto, comprometerse a cumplirlo y revisarlo para que se ajuste a la realidad con objetivos alcanzables. Por ello, si se consigue un aumento de sueldo, no conviene incrementar los gastos en la misma cantidad. Es mejor destinar una parte de esa subida al ahorro.

Además, para que el presupuesto funcione, hay que actualizarlo mes a mes. Es importante mantener el presupuesto familiar actualizado, en especial, los primeros meses en los que se pone en marcha y cuando es más probable que no se tengan identificados todos los posibles gastos.

Consejos para gestionar mejor el presupuesto

Pueden seguirse unos sencillos consejos para mantener el control de las finanzas familiares:

- Apuntar los ingresos y los gastos permite prever cuándo se necesitará emplear fondos procedentes del ahorro e identificar qué gastos se pueden reducir o aplazar hasta un momento de mayor desahogo económico.
- Es importante ser sincero con uno mismo y saber cuánto se gasta al mes.

- Todos los miembros de la familia tienen que estar implicados en el presupuesto.
- Hay que ser ordenado al guardar y clasificar los documentos, facturas y escritos importantes.
- Conviene apuntar todos los gastos en una agenda, calendario o en algún programa de ordenador.
- Hay que anotar en el calendario las fechas de vencimiento de pagos: contribución, impuestos de circulación, pólizas de seguros, cuotas de préstamos y todos los recibos domiciliados. Esta previsión evita sorpresas desagradables y penalizaciones por demoras.
- Es conveniente comprobar los extractos de cuentas, los recibos domiciliados y los resúmenes de tarjetas de crédito en cuanto se reciben. Hay que contactar con la entidad bancaria cuando no se entiende un apunte o se cree que puede haber un error.
- Tener las cuentas bancarias controladas permite, en caso de necesidad, demostrar que se ha pagado una deuda o reclamar cualquier cobro indebido.
- Los préstamos personales al consumo son muy caros. Por ello, es fundamental saldar cuanto antes las deudas por las que se paga un interés muy alto.
- Es mejor utilizar dinero en efectivo para los gastos diarios. Las tarjetas de crédito, a menudo, distorsionan la visión de los gastos.





Espace Solidaire Pâquis
 Rue de Berne, 49
 1201 Genève Suisse
 022 734 32 38
 info@espaquis.ch
 entredosmundos@espaquis.ch

www.espaquis.ch

REDACCIÓN:

Mirna Quisbert
 Redactora jefe
Pablo Cruz Durán
 Periodista y coordinador de equipo
Jean-Baptiste Lasserre
 Periodista y grafista
Delphine Luchetta
 Periodista
Francis Hickel
 Supervisor

HAN COLABORADO EN ESTE NÚMERO:

Johnny Alexis Santana Feliz,
Giovanna Franco, Lisa Picot



MIRNA
 QUISBERT



PABLO
 CRUZ DURÁN



JEAN-BAPTISTE
 LASSERRE



DELPHINE
 LUCHETTA



FRANCIS
 HICKEL



Baby-Plage | © badi-info.ch

ACTIVIDADES AL AIRE LIBRE

Cosecha de frutas y verduras para adultos y niños desde 6 años

¿Buscan actividades enriquecedoras para hacer en la familia? ¿Quieran fresas, frambuesas, grosellas, habichuelas, tomates y varios alimentos locales a mejor precio? No importa que estén principiantes en jardinería, se pueden iniciarse a cultivar y cosechar frutos y verduras de temporada, en un centro urbano especializado, situado a las puertas del centro Ginebra.

La Fraisière
Ferme de Feuillasse
Route H.C. Forestier 10
1217 Meyrin (GE)

Hasta el 19 de agosto 2013
Lunes, miércoles y sábado
8h->18h30
Tranvía: Jardin Alpin (14)

Encontrarán otras actividades para toda la familia a este sitio web:

www.croque-loisirs.com

DIRECCIONES UTILES

Baños y playas

Hay muchos lugares bonitos para bañarse en el lago Léman en Ginebra. Aquí te proponemos los que nosotros consideramos que son los mejores

Baby-Plage
Quai Gustave Ador
1208 Genève
 Todo el año, todos los días, 7h->22h
 Autobús: Merle d'Aubigné (2, 6, E, G)
 Entrada gratis

Versoix-Plage
Chemin des Gravieres 31
1290 Versoix (GE)
 Del 15 mayo al 15 septiembre 2013
 Todos los días, 9h->19h
 Autobús: Port Choiseul (V)
 Entrada gratis

Le Reposoir
Route de Lausanne 222
1292 Chambésy (GE)
 Del 1 mayo al 31 octubre 2013
 Todos los días, 8h->22h
 Autobús: Jardin Botanique (1, 25)
 Entrada gratis

La Savonnière
Chemin Armand-Dufaix 35
1245 Collonge-Bellerive (GE)
 Del 1 mayo al 31 octubre 2013
 Todos los días, 8h->23h
 Autobús: SavonniE)
 Entrada gratis

Parc de la Nymphé
Chemin du Milieu 27
1245 Collonge-Bellerive (GE)
 Del 15 junio al 15 septiembre 2013
 Todos los días, 8h->22h
 Autobús: Bellerive (E)
 Entrada gratis

Bain des Pâquis
Quai du Mont-Blanc 30
1201 Genève
 Del 24 abril al 17 septiembre 2013
 Todos los días, 9h->20h
 Autobús: Place de la Navigation (1, 25)
 Barca « Mouettes »: Pâquis (M1, M2, M3)
 Entrada: 2.- CHF

Plage d'Hermance
Quai d'Hermance / Rue du Nord 44
1248 Hermance (GE)
 Del 15 mayo al 15 septiembre 2013
 Todos los días, 9h->19h
 Autobús: Hermance (E)
 Entrada: 3.- CHF